

Table des matières

01	L'OCDE a 50 ans : l'âge de raison ?	2
02	PISA : la Suisse reste parmi les meilleurs « <i>Programme international pour le suivi des acquis des élèves 2009</i> »	3
03	Asie du Sud-Est : recomposition des échanges « <i>Southeast Asian Economic Outlook</i> »	4
04	Crise : le rôle des échanges « <i>Seizing the Benefits of Trade for Employment and Growth</i> »	5
05	Perspectives globales de l'énergie : on avait oublié le gaz « <i>World Energy Outlook 2010</i> »	6
06	Des taux d'intérêt très ou trop bas ? « <i>Perspectives économiques no. 88</i> »	7
07	Fiscalité et environnement : imposer pour innover « <i>La fiscalité, l'innovation et l'environnement</i> »	8
08	Autres publications	9
09	Calendrier OCDE	9

01. L'OCDE a 50 ans : l'âge de raison ?

Au lendemain de la 2ème guerre mondiale, les Etats-Unis lancèrent le Plan Marshall afin de reconstruire l'Europe. Ainsi naquit en 1947 l'Organisation Européenne de Coopération Economique, dont le but premier était d'administrer l'aide des Etats-Unis et du Canada. Son siège fut installé au Château de la Muette en 1949. Elle fut ensuite rebaptisée officiellement Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE) le 14 décembre 1960 par la signature de la [Convention de l'OCDE](#) par les 20 membres fondateurs (voir photo). L'article premier de la Convention décrit les buts de l'Organisation : une croissance économique durable, accompagnée d'un équilibre financier et une contribution au développement des non-membres; qui restent pertinents, particulièrement au lendemain de la crise.

Depuis 1960, le travail de l'OCDE s'est approfondi, et l'Organisation est maintenant une des sources de données statistiques, économiques et sociales les plus renommées et appréciées dans le monde. Elle est aussi connue en tant que «standard setter» dans plusieurs domaines, des standards de l'éducation («PISA») à la lutte contre la corruption. Les membres se rencontrent à Paris, échangent leurs vues et comparent les meilleures pratiques, afin d'améliorer leurs politiques.

Au fil des ans, l'Organisation est passée de 20 à 34 membres. Elle a accueilli quatre nouveaux membres en 2010, à savoir le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie. La Russie a également débuté son processus d'accession, qui devrait intervenir ces prochaines années. L'Organisation entretient aussi des relations privilégiées avec les principales économies émergentes que représentent l'Afrique

Signing of the OECD Convention



©Photo OECD

du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie via le processus de l'«engagement renforcé», mis en place à partir de 2007. Le 50ème anniversaire est l'occasion pour l'OCDE de se remodeler, de changer de logo et d'adopter un nouveau slogan «Des politiques meilleures pour une vie meilleure».

> Table des matières

02. PISA : la Suisse reste parmi les meilleurs

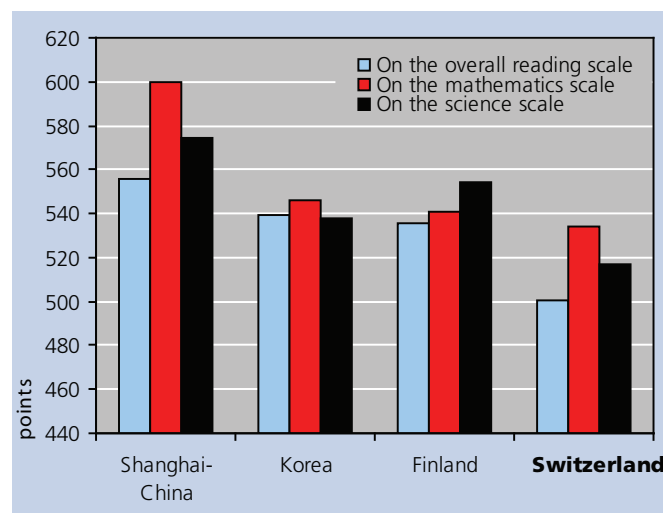
«Programme international pour le suivi des acquis des élèves 2009»

Attendus avec beaucoup d'impatience, les nouveaux résultats de PISA ont été rendus publics récemment pour la quatrième fois. Un demi million d'élèves originaires de 65 pays (34 pays de l'OCDE et 31 pays non membres) ont pris part à ces tests. Comme lors des évaluations précédentes, les compétences des étudiants à mettre en œuvre leurs connaissances en mathématiques, en sciences et en lecture ont été testées. La Corée et la Finlande (seul pays européen) arrivent en tête de l'étude, suivis par Hong Kong, Singapour, le Canada, la Nouvelle-Zélande et le Japon. Pour la première fois, la province chinoise de Shanghai a pris part en tant que «pays» et a obtenu les meilleurs résultats dans chaque domaine (voir graphique). En mathématiques, plus d'un quart des participants de la mégapole chinoise ont obtenu des résultats au dessus de la moyenne, comparé à seulement 3 % de la moyenne des pays OCDE.

Une fois de plus, les tests PISA montrent que les pays avec des indicateurs de bien-être comparables obtiennent des résultats très différents. Étonnamment, il y a peu de différence entre les résultats des étudiants, qu'ils viennent d'un milieu à faibles revenus ou à revenus élevés, qu'ils aient bénéficié d'une éducation dans des écoles publiques ou privées. Par contre, la taille des classes, le revenu des enseignants et le degré d'autonomie des écoles jouent un rôle plus important. Les filles obtiennent en général des résultats meilleurs que ceux des garçons. La discipline et de bonnes relations entre les professeurs et les élèves conduisent également à de meilleurs résultats. Lorsque les compétences sont découvertes et développées précocement, les résultats s'en ressentent positivement. Dans tous les pays de l'OCDE, si un enseignement préscolaire est proposé, cela engendrera de meilleurs résultats.

La Suisse se situe clairement au-dessus de la moyenne OCDE dans les trois domaines. En comparaison avec la

Comparing Countries' and Economies' Performance



première évaluation PISA de 2000, la Suisse s'est nettement améliorée dans le domaine de la lecture (501 contre 494 pts). Toutefois, le contexte socio-économique joue un rôle important en Suisse: en effet, plus les jeunes sont privilégiés, plus leurs compétences en lecture sont bonnes. En mathématiques, la Suisse se place parmi les premiers. Les compétences en lecture des jeunes issus de l'immigration se sont particulièrement améliorées. Cette progression est d'autant plus remarquable, car dans cette même période le pourcentage des jeunes issus de l'immigration a augmenté de 20.7% à 23.5% en Suisse.

> Table des matières

03. Asie du Sud-Est : recomposition des échanges «Southeast Asian Economic Outlook»

Le rapport sur les perspectives économiques d'Asie du Sud-Est, est une nouvelle publication économique régionale publiée par le Centre de Développement de l'OCDE, dont la Suisse est membre. Il se concentre sur les dix pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) - Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, les Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam. Le rapport aborde également les relations que les pays de la région entretiennent avec la Chine ainsi que l'Inde, de manière à fournir un tableau le plus complet possible des tendances qui se dessinent.

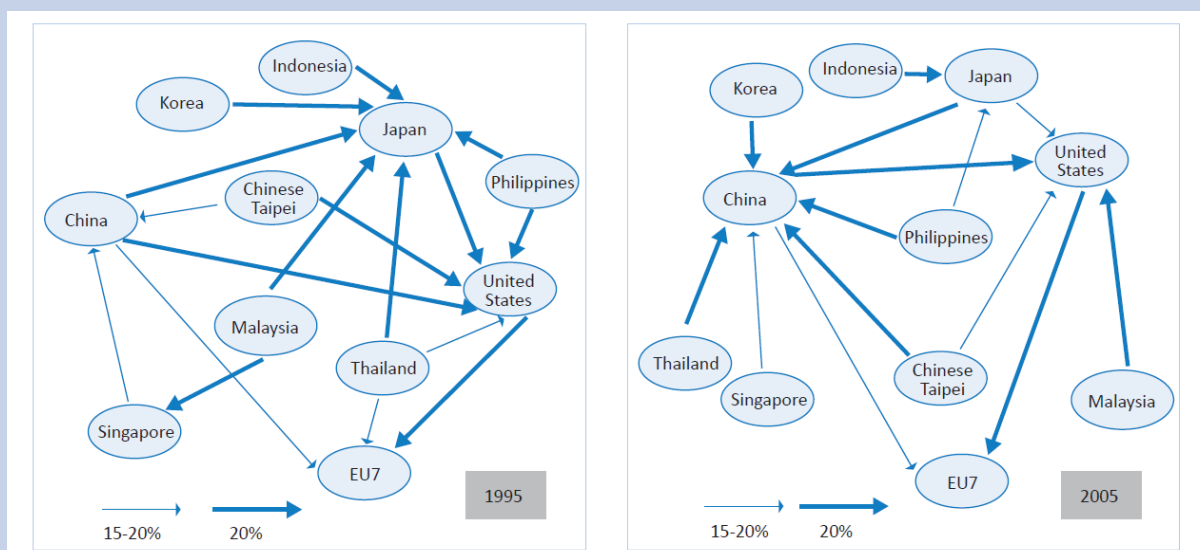
Les six principaux pays de l'ASEAN ont rebondi après la crise économique globale, avec des perspectives de croissance à moyen terme revenant aux niveaux antérieurs. Grâce au rétablissement économique en cours à travers la région, la croissance annuelle du PIB de ces six pays sera en moyenne de 6% sur la période 2011-2015, au même niveau que durant la période 2003-2007. Cette évolution positive a d'abord été le fruit d'une reprise nette des exportations, accompagnée de mesures fiscales incitatives. Entre temps, c'est l'accroissement de la consommation nationale qui a pris la relève.

Au cours des dix dernières années, des changements notables se sont produits en ce qui concerne les chaînes de production. Le tableau ci-dessous illustre l'émergence de la Chine en tant que point focal du réseau des échanges commerciaux dans la zone. La montée en puissance industrielle de la Chine a modifié de façon significative les modes de fonctionnement des réseaux globaux de production. Cette transformation est le produit d'un accroissement des exportations de machines et équipements, avec pour corollaire une demande accrue de biens et services constituant des intrants intermédiaires. Autrement dit, la Chine est devenue le centre des chaînes régionales de production, lesquelles lui livrent les pièces et composants qu'elle transforme en produits finis.

Cette intégration commerciale accrue avec la Chine n'a pas modifié fondamentalement la dépendance de l'ASEAN vis-à-vis de la demande des pays de l'OCDE. Mais une portion aujourd'hui plus importante des exportations passe par la Chine, avant d'atteindre leur destination finale.

> Table des matières

Major Trade Partners for Asia's Intermediate Exports in Goods and Services



04. Crise : le rôle des échanges

«Seizing the Benefits of Trade for Employment and Growth»

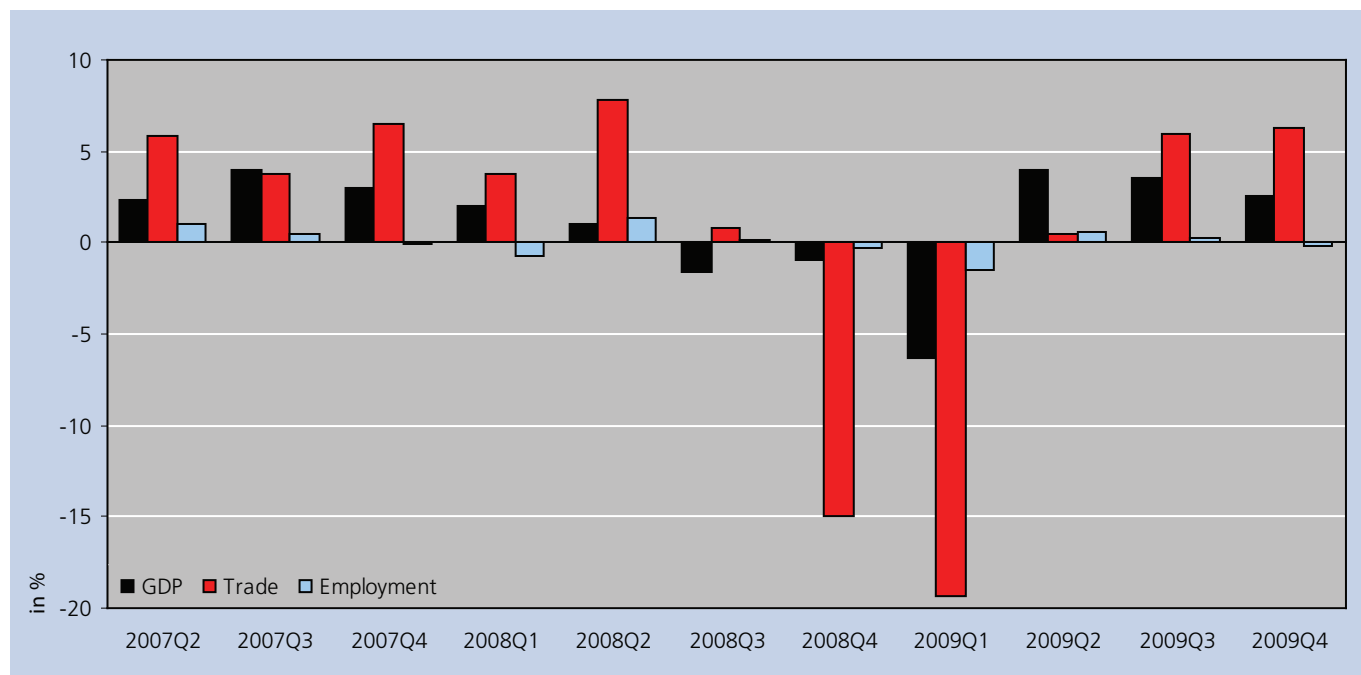
Se fondant sur un rapport commandé à l'OCDE, l'OIT, la Banque mondiale et l'OMC, le G20 préconise le libre-échange pour créer des emplois. Le commerce est essentiel pour la croissance et le développement, mais la récente crise économique et financière a montré aussi qu'il pouvait constituer un canal par lequel les chocs sont transmis. C'est au premier trimestre 2009 que l'effet a été le plus spectaculaire. On constate ainsi dans les pays du G20 une chute du commerce de 19.3%, accompagnée d'une baisse du PIB de 6.3% et de pertes d'emplois de 1.5% (voir graphique). Le rapport relève toutefois que si l'emploi a subi la baisse la plus faible, il a mis plus de temps à connaître la reprise.

Il y a aujourd'hui 210 millions de personnes sans emploi dans le monde, soit 30 millions de plus qu'en 2007. La moitié de cette augmentation provient des pays à haut revenu et l'autre des pays émergents. Selon l'OIT, sans les mesures budgétaires et les stabilisateurs automatiques dans les pays du G20, l'augmentation du chômage aurait touché 55 millions de personnes.

Parmi les stratégies proposées au niveau international pour faire face aux pertes d'emploi, le rapport recommande - outre la résistance au protectionnisme - une plus grande libéralisation des échanges de biens et services. Une totale libéralisation des échanges de biens aurait ainsi pour effet de relever le niveau moyen des salaires réels jusqu'à 1.3% dans les pays en développement et jusqu'à 0.76% dans les pays à haut revenu. Le rapport mentionne à cet effet une étude de l'OCDE qui s'est fondée sur l'hypothèse d'une réduction de moitié des tarifs et des mesures non tarifaires existants (partant du principe qu'une élimination totale des mesures non tarifaires n'était pas faisable ni désirable). Le résultat est sans ambiguïté : davantage de libéralisation entraîne des effets positifs sur l'emploi qualifié (entre 0.1% et 4%) et non qualifié (entre 0.9% et 3.9%). La Suisse se situe dans la moyenne. Côté salaires, le rapport prévoit une hausse entre 2% et 8% à long terme. En Suisse, ils pourraient augmenter de plus de 6%.

> Table des matières

Quarterly Percentage Change in GDP, Trade and Employment in the G-20 Countries

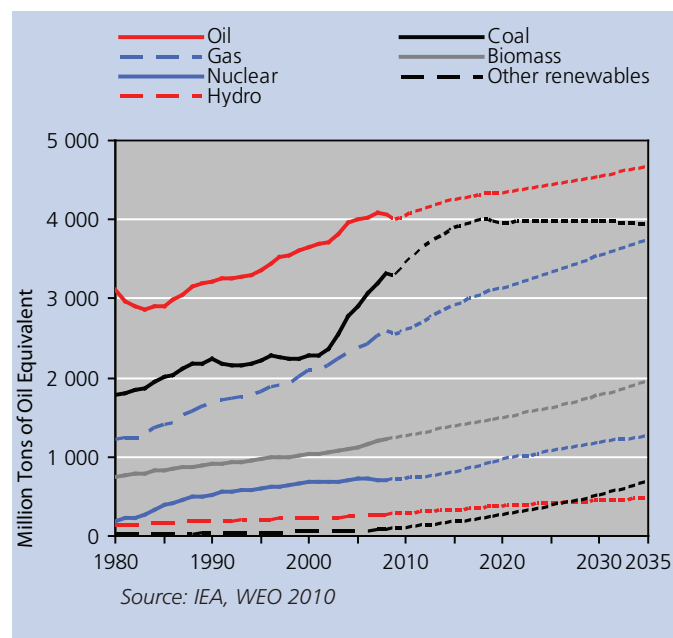


05. Perspectives globales de l'énergie : on avait oublié le gaz «World Energy Outlook 2010»

Dans son rapport annuel sur les perspectives de l'énergie à l'échelle mondiale, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) rappelle encore une fois que les économies émergentes, Chine et Inde en tête, vont redessiner le paysage futur de l'énergie mondiale. Parmi les messages les plus marquants de cette édition du rapport, on souligne la place privilégiée du gaz naturel dans l'équation énergétique mondiale future, la forte augmentation - après une forte volatilité du prix du pétrole à court terme - du prix du baril d'ici 25 ans, ainsi que la croissance à un rythme moins rapide que par le passé - conséquence de la crise économique et des politiques des réductions des émissions de CO₂ - de la demande d'énergie primaire (pétrole, charbon, gaz naturel dans les prochaines années.

Les énergies fossiles continueront à jouer un rôle central - y compris dans le scénario le plus optimiste de réduction des émissions de CO₂ - et leur pourcentage dans l'équation énergétique mondiale est destiné à passer de 81% en 2008 à 74% en 2035. Dans ce contexte, il est néanmoins important de souligner que l'envolée du gaz naturel est destinée à bouleverser l'équilibre actuel (voir graphique). Il s'agit en effet du seul combustible fossile dont la demande va dépasser en 2035 celle de 2008. L'AIE n'hésite pas à faire référence à «un âge d'or» de ce combustible. Bon marché et abondant, le gaz naturel risque en fait de remettre en question le développement du nucléaire et des énergies renouvelables. Les économies émergentes représenteront à elles seules 93% de la croissance de la consommation d'énergie primaire. Dans ce contexte, les pays émergents vont brûler de plus en plus de pétrole : si la demande mondiale devrait croître de 18% d'ici 2035, elle sera tirée en grande partie par l'appétit énergétique de la Chine. Dans ces conditions, le prix du baril devrait grimper à 113 dollars le baril dans les prochains 25 ans. La croissance de la demande mondiale d'énergie primaire sera moins importante que par le passé. Dans le nouveau scénario, cette demande devrait progresser de 36% d'ici 2035, soit une hausse moyenne annuelle

World Primary Energy Demand by Fuel in the New Policies Scenario



de 1.2%. Au cours des dernières 27 années, ce taux annuel se situait à 2%.

L'essor futur du gaz naturel est l'une des pièces maîtresses du paysage futur. Alors que les grands groupes énergétiques n'ont pas vu venir cette révolution, ce sont les petits acteurs indépendants qui ont contribué à cette évolution. Cette montée en puissance du gaz naturel a aussi remis en question la compétitivité des autres énergies «décarbonisées» que sont le nucléaire et les énergies renouvelables. Dès lors, il est fort probable que les investissements dans ces deux secteurs feront l'objet d'une revue à la baisse dans les années à venir.

Table des matières

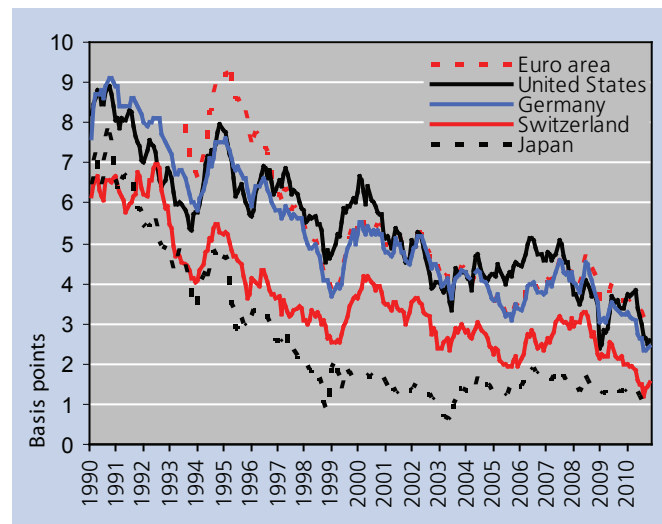
06. Perspectives économiques : des taux d'intérêt très ou trop bas ?

«Perspectives économiques no. 88»

Dans les économies de l'OCDE, les rendements des emprunts d'Etats sont tombés à un niveau extraordinairement bas (voir graphique). A première vue, la question est de savoir si les investisseurs en obligations gouvernementales à long terme ne devraient plus être rétribués pour les risques courus en matière de taux d'intérêt. Le fort endettement public de certains pays suggère d'ailleurs plutôt une hausse des rendements à long terme sur les obligations gouvernementales. Cela engendre la crainte d'une bulle spéculative. Si une telle bulle venait à éclater, cela aurait de graves conséquences sur la stabilité financière, les finances publiques et l'économie.

Les «Perspectives économiques» attribuent ces faibles taux d'intérêt à long terme aux attentes des marchés. Ces taux étaient déjà très bas durant la dernière décennie. La faible pression inflationniste est en partie responsable de ces taux très bas durant cette décennie, peut-être rétrospectivement trop bas dans certains pays. Etant donné les circonstances, les marchés s'attendent à ce que les banques centrales gardent la même politique de taux d'intérêts qu'avant la crise. En outre, l'assouplissement quantitatif de la FED (*US Federal Reserve System*) et de la Banque d'Angleterre ont peut-être contribué à ce faible niveau. De plus, les marchés financiers auraient estimé les perspectives de croissance de manière moins positive que ce que l'OCDE l'a fait, ce qui aurait conduit à des taux directeurs des banques centrales plus bas. La crise de la dette de certains pays de la zone euro pourrait aussi amener des taux plus bas dans les Etats importants, du fait que les investisseurs équilibrent leurs portefeuilles et investissent dans des pays «sûrs». Dès que l'incertitude diminue sur les marchés et que les investisseurs ne sont plus à la recherche de placements-refuges, le taux d'intérêt à long terme de ces pays pourrait remonter rapidement. La Suisse est perçue comme un havre de paix à cet égard. Grâce à ses institutions solides et à son budget équilibré, l'OCDE

Yields on Long-term Government Bonds



estime que les taux d'intérêt à long terme dans notre pays ne devraient pas s'élever à des niveaux supérieurs à l'avant crise.

Les «Perspectives économiques» estiment que, grâce à la reprise, les banques centrales vont progressivement normaliser leurs taux directeurs et que les attentes du marché laisseront les taux à long terme remonter. Le danger d'un ajustement brutal des taux d'intérêts à long terme ne peut toutefois pas être totalement exclu. Cela pourrait ralentir la croissance à travers une influence directe sur les investissements. Cela aurait aussi des conséquences négatives indirectes sur la branche de la finance, car la baisse des prix des obligations d'Etat se traduirait par de nouvelles pertes pour les banques et les investisseurs.

> Table des matières

07. Fiscalité et environnement : imposer pour innover

«La fiscalité, l'innovation et l'environnement»

Ce rapport de l'OCDE se donne pour objectif de montrer que la fiscalité écologique constitue un bon moyen pour stimuler l'innovation. Selon les mots du Secrétaire général de l'Organisation : «Pour assurer un avenir plus vert, nous avons besoin de nouvelles technologies permettant d'abaisser le coût des mesures nécessaires pour sauver la planète. Grâce au transfert d'une partie de la charge fiscale sur la pollution, il sera plus attractif de développer et d'adopter les technologies propres, ce qui favorisera la croissance verte».

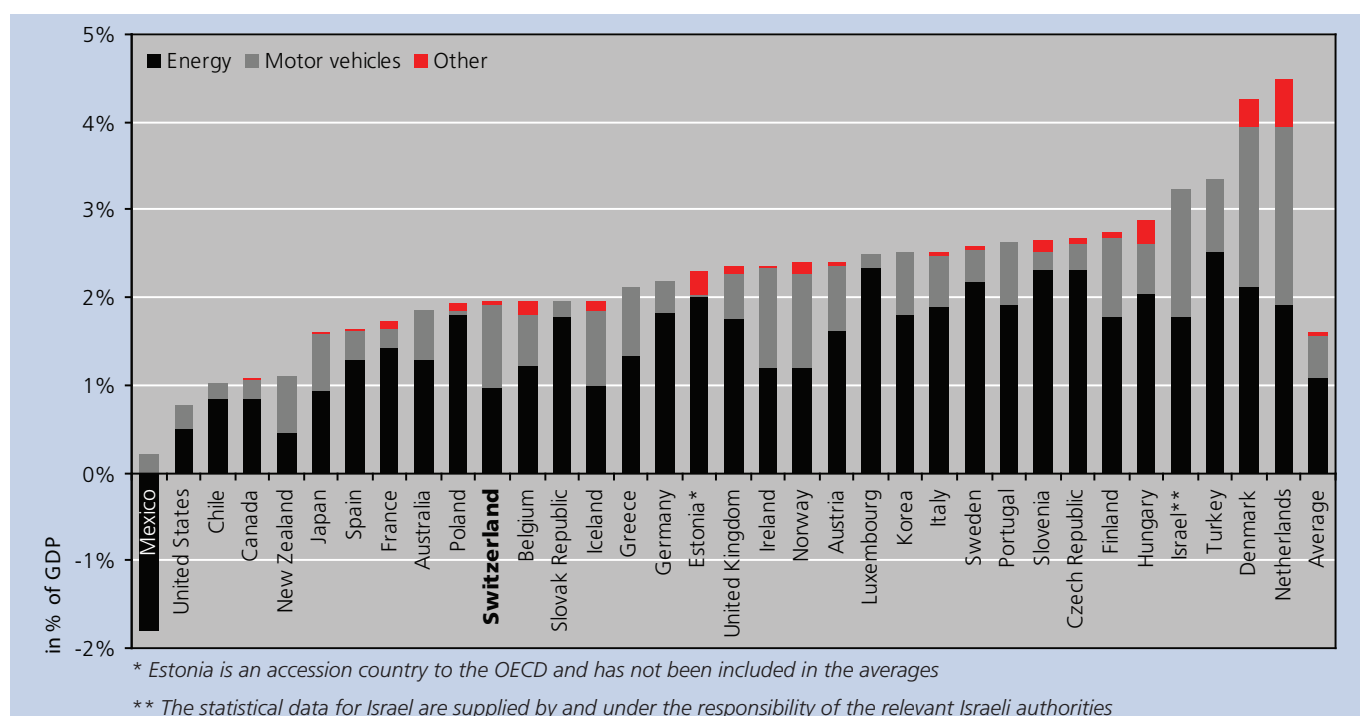
Personne ne doute que le rapport entre la fiscalité liée à l'environnement et l'innovation est complexe car mettant en avant des questions telles que: selon quels mécanismes la fiscalité verte incite-t-elle les entreprises à innover ? Quels sont les types d'innovation et quels sont les avantages qui en résultent ? La conception de ces taxes joue-t-elle un rôle déterminant ? Le rapport de l'OCDE tente de répondre à ces questions à partir de plusieurs études de cas. Ainsi, il ressort de ce rapport, par exemple, que les entreprises du Royaume-Uni qui paient l'intégralité de la taxe sur le changement climatique, déposent davantage de nouveaux brevets que celles qui ne sont soumises qu'à un taux réduit. En Israël, le niveau élevé des prix et des taxes pour l'eau ont stimulé l'innovation. En Suède, l'introduction d'une taxe sur les émissions de NOx (oxyde nitrique) à l'origine du smog a encouragé les entreprises à breveter

de nouvelles technologies propres, ce qui a réduit d'un tiers leurs émissions. La Suisse, dont les taxes environnementales atteignent un montant proche de la moyenne des pays de l'OCDE (voir graphique), figure aussi parmi l'étude de cas: les composés organiques volatils montrent que les taxes peuvent aussi déclencher nombre d'innovations simples mais efficaces qui n'ont pas besoin d'être brevetées.

Sans conclure à un théorème universel, les experts de l'OCDE démontrent que la mise en place de taxes écologiques se traduit souvent par une modification des comportements des acteurs et par un intérêt supplémentaire pour les «cleantech». Il s'agit d'un mécanisme que l'OCDE juge plus efficace que l'application de réglementations ou de normes sur les différentes pollutions. En d'autres termes, l'attribution d'un prix à la pollution débouche sur des idées plus innovantes que l'application d'un ensemble de règles. Et l'exemple le plus marquant est sans doute le suédois (taxe sur les émissions de NOx). Dans ce cas, le résultat est doublement positif: le nombre de brevets a augmenté et les émissions ont été réduites d'un tiers. Des bons arguments fournis aux partisans d'une taxe carbone européenne?

> Table des matières

Composition of Environmentally-Related Tax Revenues by Country in 2008



08. Autres publications

«*Health at a Glance : Europe 2010*»

Paris, 1^{er} décembre 2010

«*Études économiques de l'OCDE : Zone euro 2010*»

Paris, 13 décembre 2010

«*Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE, édition 2010*»

Paris, 14 décembre 2010

09. Calendrier OCDE

L'Estonie devient membre officiel de l'OCDE

Paris, 9 décembre 2010

50^{ème} anniversaire de la signature de la Convention de l'OCDE

Paris, 14 décembre 2010

Forum Social Mondial

Dakar, Sénégal, 6-11 janvier 2011

World Economic Forum

Davos, Suisse, 26-30 janvier 2011